

Donc vous aviez la surprise.

J'arrive devant chez moi, il y avait des policiers. Il y avait le Monsieur. Il me dit : « Moi, je suis venu comme je vous avais dit pour récupérer les meubles, tout ce qu'on vous a donné. » Je lui ai dit, oui, mais bon, j'avais ma sœur à la porte parce que quand on a vu Ibrahima à a poste , ma sœur avait été avec moi donc elle était devant la porte, bien sûr, affolée et tout ça. Donc je dis « bon, on rentre. » On rentre dans la maison. Je dis bon, mais, devant les policiers, il avait convoqué des policiers et tout, je dis « qu'est-ce qu'il y a ? » Il dit « je suis venu prendre les meubles. » Je dis, bon, qu'est-ce que... Il me dit, « il y a ça, ça... » Je dis : « attendez. Ce n'est pas comme ça » Vous dites « il y a ça et ça. Si vous avez donné quelque chose à mon mari, vous avez dû faire une lettre avec tout, un état... un inventaire de ce que vous avez donné avec la signature de mon mari. Donc vous me l'apportez, vous prenez ce qu'on vous doit. » Il dit : « non, non, moi je... » « Non, dans ce cas, ce n'est pas possible. » Heureusement le brigadier, le policier qui était avec lui dit : « attendez je vais téléphoner à mon... » Il dit « est-ce que je peux téléphoner. » Je lui dis : « allez-y. » Il téléphone à son chef, et le chef lui dit, est-ce qu'elle peut venir avec vous, est-ce que vous pouvez tous venir ? » Je dis oui, on y va. On prend la voiture, on arrive au commissariat. Et heureusement le comm. Et puis je peux dire quand même pendant cette période-là, ils n'étaient pas, on n'a pas eu, ils étaient corrects quand-même. Ca a été correct parce que le commissariat lui a dit : « vous voulez prendre du mobilier que vous avez donné à cette personne ? » Il dit : « oui ». Il dit « vous avez une liste ? » Il regarde par terre. Le monsieur dit « non je n'ai rien. » Elle est fonctionnaire, son mari est fonctionnaire, son mari a peut-être été arrêté, on doit lui prendre ses biens, mais alors elle n'a pas été expropriée, elle a besoin de son matériel, elle travaille depuis des années. Donc elle a quand-même des biens et tout ça. Donc vous ne pouvez pas venir dans une maison comme ça et lui dire « je prends ça, je prends ça, je prends ça. » Si vous avez une liste, un inventaire de ce que vous avez donné à cette famille avec signature, vous allez prendre ce qui vous appartient. Mais sinon, vous ne pouvez pas comme ça venir.. Moi, je ne peux pas... Après, ils se parlent e arabe un bon bout de temps, et puis il se retourne vers moi, il me dit : « Madame, est-ce que si Monsieur revient avec l'étude... » Je dis : « Pas de problème, s'il revient avec un document... » Il me dit, oui le contact n'est pas là. Il est reparti au Sénégal. Celui qui a les documents, je ne les ai pas. Je lui dis : « quand vous avez les documents, vous revenez me voir et Madame vous donnera les biens. » Je lui dis : « Pas de problème. Il revient avec le document signé par mon mari en disant telle chose, telle chose, telle chose m'appartient, il les prend. » Et puis le Monsieur est parti et puis on est rentrés chez moi. Mais bon, sinon, il n'y a vraiment pas... sinon c'est au niveau du boulot. Au niveau du boulot, c'est vrai que j'ai eu une proposition pour aller à un poste à la CDAO au Nigéria et quand j'ai demandé, le directeur m'a dit carrément non. Non, Mme Sall, on ne peut pas vous laisser partir parce que votre mari est détenu politique et donc vous, vous ne pouvez pas partir. C'est à ce moment-là, je me suis énervée et j'ai dit : « dans ce cas-là, je ne reste plus à la direction, vous me mettez sur le terrain comme tout le monde. » Et c'est là où je suis repartie au wharf. Mais cette fois-ci, je suis repartie au wharf et je peux dire que je n'ai pas eu la même attitude que j'avais eu quand je suis arrivée en 79. Parce que d'un, le problème c'est que je crois que ça a été, parce que quand j'ai été déportée, c'est un peu ce que les gens ont dit, la raison c'est que j'aidais trop les femmes qui étaient là, parce que effectivement j'étais sur un poste où je pouvais faire des affaires. Là je ne m'en suis pas privée. J'ai vraiment fait des affaires. Et puis après l'argent je le redistribuais aux femmes qui avaient des problèmes et tout. Franchement, je n'étais plus celle qui venait à la maison, suivre des études, ah non.

Les règles, les règles.

J'ai demandé d'aller sur le terrain. Il m'a dit au début, il ne voulait pas. Il avait un transitaire avec lequel j'avais de bons contacts qui était le cousin du directeur. Donc j'ai été le voir. Je lui ai demandé d'intervenir. Il a été voir le directeur. C'est lui qui est venu me voir en disant que le directeur a dit qu'il ne peut pas vous laisser aller à Lagos parce que votre mari est détenu politique, mais vous pouvez lui demander ce que vous voulez. Donc je lui ai dit qu'il me met sur le terrain, je vais au wharf. Il m'a dit : Bon, OK. Dès demain, vous avez votre affectation, vous allez au wharf. Donc vous allez au wharf pour faire l'inspecteur de visite. Et donc ça a duré, ça n'a pas duré longtemps quand-même, ça a duré 4 mois. 4 mois et puis il y a eu les événements. (4'34) J'étais déportée.

Oui, parce que votre mari est parti à Oualata, c'était 88.

Ils sont partis en 87. Donc ça a duré jusqu'en 88. Donc je n'ai pas eu... j'allais au travail et je continuais à aller au truc parce qu'ils n'étaient plus là. Donc on allait au travail. On n'avait aucune nouvelle. Aucune. Pendant la période qu'ils sont allés à Oualata, on n'a eu aucune nouvelle. Jusqu'au mois d'août 88. Quand on a eu la nouvelle du décès de Djigo Tafsirou. Pas de Djigo Tafsirou, de Téné Youssouf Gueye et de Ba Alassane Oumar. Par contre, on avait des nouvelles, il y avait des trucs. Ils ont fui, ils sont à Dakar, des trucs comme ça, quoi, qu'on entendait. Mais en fait, rien. Des bruits. Jusqu'à, la première nouvelle qu'on a eue d'eux, c'était le décès de, l'information officielle de décès de Ten et de Ba Alassane Oumar. Et ensuite, on nous disait... après, je me rappelle quand il y a eu le décès de Ba Abdoul Khoudouss je partais en mission. Je rencontre la femme de Kane Aboulaziz qui dit, il paraît qu'il y a Ba Abdoul Khoudouss qui est décédé. Je lui dis : "Non, comment ça ?" Elle me dit, si. Donc je suis allé à Ouaga, j'ai passé une semaine, je suis revenue, et quand je suis revenue, la nouvelle a commencé à circuler, j'étais voir l'oncle de Ba Abdoul Khoudouss qui m'a dit : oui il est décédé. Et tout de suite après on a entendu qu'il y avait Djigo Tabssirou. Et là ça était aussi, il fallait demander l'information, personne ne voulait le dire, comme j'ai dit tout à l'heure, on a fait un forcing et on a eu l'information. Quand on a eu l'information, on a été voir les parents pour aller informer la famille. Tout le monde a refusé d'y aller. Chacun a dit : non, non, ce n'est pas officiel, le gouvernement ne l'a pas dit." J'ai dit : on a eu l'information, c'est sûr que... Personne ne voulait y aller. Donc on s'est dit, bon, on y va. On y va, on va informer la famille et c'était nous les femmes, on était 4 parmi les femmes des détenus à aller informer la famille de Djigo Tabssirou que il était décédé. On a informé sa grande sœur qui était là parce que sa femme était à Boguy. Après ça, on a fait une délégation, on était neuf, on a pris la voiture, on est allé à Boguy présenter les condoléances et tout. Parce que là, on était, il fallait, on était obligé de s'épauler parce qu'on n'avait personne. Moi j'ai rencontré des amis de Ibrahima quand (7) "Ah, je voulais venir chez toi, mais il paraît qu'il y a une voiture de police devant chez toi, si on vient chez toi on prend son nom, on prend le numéro de téléphone, le numéro de voiture, donc je ne peux pas venir chez toi." Je dis, Ok, restez chez toi. Et ça c'est passé comme ça pendant toute la période, jusqu'au moment où il y a eu la déportation et j'ai été déportée. Donc finalement comme je vous dis, on s'est retrouvé entre nous. On est allé au travail. On s'est retrouvé la nuit entre nous. On prenait le thé là-bas, on discutait, s'il y avait quelque chose à faire, une mobilisation à faire, on le faisait. On allait se retrouver devant le ministère, devant le tribunal, pendant toute cette période-là...

Et aucune des femmes n'a fait le voyage à Oualata ?

Si, on a été à Oualata. Après, on s'est bien sûr mobilisé pour avoir... quand il y avait le décès de Djigo Tabssirou où il y avait la mobilisation au niveau de,

Tu peux fixer la date à peu près ?

le décès de Djigo Tabssirou, il est décédé le 28 septembre. (8) Mais on a eu l'information vers le

mois d'octobre. En 88. On a eu vraiment la confirmation au mois d'octobre. Donc c'est là où il y a eu la mobilisation, où Amnesty International s'est mobilisée. Parce que je me rappelle, ils ont envoyé une dame, le docteur Jaffé d'Amnesty International, il y a eu un autre monsieur, un avocat, ils sont venus.. Là il y a eu le... parce qu'on était en contact avec des gens d'Amnesty, certains d'entre nous qui étaient en contact avec Amnesty International donc il y a eu la mobilisation, surtout certains des jeunes qui avaient fui, qui étaient à Dakar, on mobilisait l'opinion internationale. Et donc le gouvernement, tout de suite, qu'il y avait quatre morts, on disait qu'il y avait encore 2 ou 3 qui étaient décédés. C'est là où on a décidé de les, et aussi les gens d'Oualata ont commencé aussi à bouger, en disant que Oualata est une ville historique, classée par l'Unesco comme ville historique, et là c'était Oualata, le mouiroir de Oualata, Oualata sous tous les noms, et donc là (9') ils ont décidé de les amener à ... Ils ont quand-même déjà amené à manger, parce qu'ils étaient à la diète pratiquement, on les a un peu requinqué, on les a amené à Ayoun. Et c'est à ce moment-là qu'on s'est mobilisé au Ministère de l'Intérieur, on a fait des sit-ins au Ministère de l'Intérieur en exigeant d'aller les voir. Parce que je me rappelle, quand ils ont fait...

Aioun c'est juste à côté de Nouakchott ?

Ah non, c'est encore 800 km je crois. Donc on s'est, quand il y a eu les problèmes, ils ont pris le journaliste, je me rappelle, je rentre de Ouaga, je rencontre le journaliste de Sud Hebdo, il venait d'arriver donc on les avait appelé, il y avait le journaliste de Jeune Afrique en disant qu'ils devaient faire une délégation pour bien prouver qu'il n'y avait que quatre morts, parce que les gens disaient qu'il y avait dix personnes qui étaient mortes, il fallait vraiment qu'ils montrent les gars. (10') Eux, ils ont fait une délégation, ils ont refusé que les gens d'Amnesty y aillent. Mais il y avait des journalistes. Et donc quand ils sont revenus, ils ont fait une conférence de presse. Donc quand on est arrivé pour aller à la conférence de presse, ils ont refusé qu'on entre dans la conférence de presse. C'était, je me rappelle, à l'hôtel Marhaba. Ils ont fait avec le docteur Jaffé, avec l'avocat qui était venu, donc finalement on a pu accéder à la conférence de presse au Marhaba. Et ensuite aidé par ces gens-là, on a pu obtenir l'autorisation d'aller les voir à Oualata, à Ayoun. Donc on s'est mobilisées, on a fait des pubs. Et là on n'a pas voulu aller... On a loué une camionnette. Et on était... on a loué deux camionnettes. En tout cas, on était 12 à 13 femmes à y aller. On est parties toutes ensemble. On a fait nos paquets, on leur a fait des trucs et tout, on a acheté, (11') on a fait nos paquets, on a est parties à Ayoun. Quand on est arrivées à Ayoun, on est arrivées, on a été... alors les deux groupes de femmes, il y en a un qui était chez le, il y avait un gendarme, on reconstitue après parce que quand on est arrivées, on ne comprenait pas pourquoi on était 6 à 7 chez lui. Les autres chez le gouverneur adjoint qui était aussi un gars de chez nous. Alors nous on se disait à l'époque, on était un peu naïve, on se disait que c'est parce que c'est parents, des oncles qu'ils ont accepté qu'on habite chez eux, mais non, ils avaient eu des instructions, quoi. On était chez eux, ça leur permettait de nous canaliser. On est arrivées un soir. Le lendemain matin, on a été chez le gouverneur. Et le gouverneur nous a dit : "on vous autorise à voir vos maris une heure par jour." Donc on est venues le soir, on restait devant la prison, une ou deux personnes rentraient, restaient une heure, puis sortaient, on a fait ça le premier jour. Le lendemain on a été chez le gouverneur, et on lui a dit : "il n'est pas question qu'on arrive de Nouakchott, fasse 700-800 kilomètres, et qu'on ne voit nos maris qu'une heure. Donc on arrive, il faut que la porte soit ouverte et qu'on reste toute la journée. Ça fait des palabres pendant toute la journée, on est restées là. Finalement il a dit, bon on vous autorise à y aller à partir de 3h, ou 12h, on rentre toutes ensemble, et on restait avec eux jusqu'au soir et on repartait.

Comment tu trouvais Ibrahima à l'époque ? (12'47")

Ah ben, ils avaient maigris, bien sûr. Ils avaient tous maigris. Mais il paraît que ça allait mieux par rapport à Oualata, parce qu'ils ont eu le temps quand même de les pendant deux ou trois mois avant

qu'on arrive. Parce que j'étais là-bas au mois de, si je me rappelle bien... février. J'étais au mois de février... mars, avril. Mai, il y a eu les événements. Je crois que c'était le 17 ou 19 février qu'on était là à Ayoun. On les a retrouvés. Peut-être parce qu'on est arrivées, on était en groupe et tout ça, peut-être parce qu'ils étaient... ils n'ont pas montré qu'ils étaient très contents de nous voir, donc peut-être... Il avait beaucoup maigri. Mais on s'est retrouvé à la prison, donc c'était vraiment les nattes dehors, tout le monde se retrouvait là et tout. On est restées une semaine, je crois. Une semaine, puis après on a repris les camions et on est reparties. Puis moi je suis repartie et quelque temps après, les événements de 89. (14')

Alors, cette période-là, les événements, vous étiez toujours au wharf ou c'était fini, ça ?

J'étais au wharf jusqu'au moment des événements. Quand on était à Ayoun, j'étais au wharf. J'ai commencé à travaillé au wharf au mois de janvier. Mai, parce que j'ai fait 5 mois.

Et pendant tout ce temps-là, vous les femmes vous étiez toujours regroupées.

Toujours, jusqu'au moment où j'étais déportée, on était toujours en groupe.

Et la Ligue des Droits de l'Homme Mauritanienne, c'était une officine de l'Etat ? Ce n'était pas un organisme indépendant ?

C'était un gars qui s'appelait Rhali (???) Il ne nous a pas aidé du tout. Au contraire. Mais on l'a embêté. La seule chose qu'il a faite c'est quand il a donné l'information du décès de Djigo Tafssirou. Là on l'a vraiment, on l'a fait... D'abord, c'était à son bureau qu'on venait. On restait à son bureau. Il ne venait pas. On ne le voyait pas. Finalement, on s'est retrouvée, on a su où il habitait, donc on est allée chez lui. Un soir, on est allée chez lui, on est venu, on s'est installé dans son salon. (15') On était une dizaine, une vingtaine de femmes, on était dans son salon. On lui a dit : on ne bouge pas tant qu'on ne nous donne pas d'informations. On lui demandait rien du tout. Il ne faisait rien d'ailleurs. Mais au moins, pour avoir les informations. D'abord avoir les informations sur les prisonniers, on ne peut pas les avoir. Mais quand il y avait le décès de Djigo Tabssirou, là on a exigé qu'il nous donne l'information.

Et est-ce que vous avez des contacts avec des associations de droits de l'homme à l'extérieur ?

Moi, non. Mais c'est après qu'on a reconstitué, mais certaines personnes oui. Parce qu'on apprenait de temps en temps qu'il y avait de l'argent qui était arrivé envoyé par Amnesty International. C'était plus la famille de Ten Youssouf Gueye qui avait ce contact. Moi, c'est après que j'ai compris mais je savais pas très bien. J'entendais seulement qu'on envoie de l'argent. Alors comme les gens étaient beaucoup dans des trucs mystiques, quand cet argent arrivait, je me rappelle, la première fois qu'ils ont reçu cet argent-là (16') la femme de Ten a dit, on a envoyé de l'argent, Amnesty International a envoyé de l'argent pour les familles, au lieu de distribuer l'argent, c'était d'aller voir les marabouts, de l'utiliser pour faire des trucs mystiques et tout ça, mais moi je n'avais pas... C'est après, c'est au moment de ma déportation que j'ai compris un peu le mécanisme parce que c'est au moment où je devais être déportée où j'ai appris qu'il y avait en fait c'étaient des groupes qui parrainaient un prisonnier politique. Et donc c'est comme ça que j'ai appris qu'Ibrahima était parrainé par deux groupes, groupe de Sète, ici, qu'on a rencontré après, et des gens de Suède, un groupe d'Amnesty de Suède qui parrainait Ibrahima. C'est après les événements de 89 quand je suis arrivée ici que j'ai su qu'il y avait des... En fait, le fonctionnement, il y avait un groupe parrainait une personne.

Oui, c'était le fonctionnement général d'Amnesty.

Mais nous on entendait comme ça, de temps en temps quand on se retrouvait, on disait : "ah, il y a de l'argent qui est arrivé. (17') Amnesty a envoyé de l'argent." Donc on a réceptionné l'argent. Mais c'était toujours... je crois que c'est la famille de Ten Youssouf Gueye qui avait plus le contact avec ce genre de trucs, donc c'étaient eux qui recevaient l'argent. Donc pour nous, c'était comme l'argent est arrivé. La famille l'utilisaient, recevaient l'argent pour les familles et tout ça. Qu'est-ce qu'on fait ? Alors la plupart du temps, on disait, bon si on le donne aux gens, c'est vraiment des sommes qui sont pas très, est-ce qu'on ne va pas... et là comme on était beaucoup dans des contacts mystiques et tout ça, est-ce qu'on ne va pas voir le marabout, appeler quelqu'un, faire faire le travail, comme on a payé le marabout. L'argent servait plus à ça qu'aux familles.

L'idée c'était que le marabout jette un sort pour faire

Pour qu'il sorte de prison. Déjà la première fois c'était avant les procès. Tout de suite il y a eu des aides. Tout de suite avant le procès. Déjà. Après le procès, quand ils sont partis et tout. (18')

Et tu avais encore à cette période-là, toi personnellement, des contacts avec les Flams au Sénégal ou par ta famille au Sénégal ?

Quand ils ont été arrêtés ? Non. Moi, franchement, quand ils ont été arrêtés, c'était plus s'occuper de leur quotidien. Faire à manger, s'occuper des trucs, on avait beaucoup de femmes, des personnes qui n'étaient pas, qui n'avaient pas les moyens, qui ne travaillaient pas, c'étaient les maris qui travaillaient.

C'étaient les maris faisaient, les femmes ne travaillaient pas. Donc il y avait tout ça, c'était vraiment aider les gens, sortir, aller et puis leur expliquer. J'étais plus dans ce genre d'organisation-là que les Flams. A l'époque, d'ailleurs, les Flams je crois quand on les a arrêtés, c'étaient des jeunes qui étaient sortis et qui étaient au Sénégal et qui ont continué. Mais à Nouakchott même, non.

Ca n'existait pas.

A Nouakchott, on n'était plus dans cette mouvance des Flams, on était plus (19')

Et quotidiennement avec ton boulot, tu as pu continuer à maintenir la bonne à la maison pour s'occuper des enfants.

Ah, oui, oui. Sur le plan matériel, je n'avais pas de problème. Même sans, même avant d'aller au wharf, donc déjà avec mes voyages, ensuite on a été bien payé, on avait ce qu'on appelle une masse de salaire et puis ce qu'on appelle, comment ça s'appelait à l'époque, le TS ou je ne sais pas quoi. Parce que à la douane, il y a un système, quand il y a des fraudes, quand il y a des saisies, il y a un fonds où les saisies, les amendes payées rentrent dans ce fonds-là. Et ce fonds en fin de mois est toujours redistribué parmi le personnel. Donc franchement sur ce plan-là, je n'avais aucun problème parce qu'on avait ce fonds qui en fin de mois, pouvait doubler ou tripler le salaire. Donc moi, je n'avais pas de problème sur le plan... j'ai gardé ma maison. (20') Ibrahima avait une voiture, moi j'avais une voiture. Donc j'ai vendu les deux voitures, je me suis acheté une autre voiture. Et puis les gens, comme ils te voient toujours à l'extérieur, ils disent que moi je n'avais pas de problème. C'est vrai que je n'avais pas de problème. J'avais deux domestiques à la maison. J'ai continué d'employer les deux domestiques. Mon train de vie n'avait pas changé.

Donc raconte-nous un peu avril 89, le début des tensions.

Avril 89 moi, j'étais au wharf. Le wharf c'est à 20 kilomètres de Nouakchott. Le matin, je vais au wharf travailler. Et donc j'étais là et puis, bon, on a suivi à la radio les événements qui avaient eu lieu. Et là j'ai un collègue qui me dit, parce que pour aller au wharf il y avait deux chemins. Il y a un chemin qui passe par derrière pour aller de la plage. Et il y a un chemin qui passe comme par la route de Rosso. Comme si on allait à Rosso et puis, à un moment donné il y a un embranchement (21') et puis on va au wharf. Et donc cette personne est arrivé en disant, c'était pendant le Ramadan, il y a des problèmes en ville, ils sont en train de brûler les boutiques, ça ne va pas. D'ailleurs au moment de rentrer, ne passe pas par la route de Rosso, passe par la route de la plage parce qu'il y a des barrages au niveau de la route de Rosso et quand tu iras, quand on voit que tu es un noir, on te massacre. Donc ne passe pas là. Donc effectivement, il fallait rentrer tout de suite. Moi, j'ai pris ma voiture, et je suis passé par la plage et je suis rentrée. Effectivement quand je suis rentrée, en ville, c'étaient des trucs. Et le soir, j'étais à la maison, j'avais des... puisque Ibrahima était en prison, j'avais un jeune couple qui était à la maison, il y avait des amis, et parmi ces amis il y avait deux maures et puis on devait aller acheter des... puisque c'était le Ramadan. Donc pour couper, il fallait aller à l'épicerie et tout ça, donc il y en a un qui nous a conduit en disant, on prend ma voiture, il n'y a pas de problème. Parce que le jour même, le mari de justement ce couple-là, le matin il avait été attaqué dans sa voiture, (22') donc la voiture, la vitre avait été cassée, parce que quelqu'un avait jeté une massue sur le truc, il a cassé... L'autre dit, moi je vous accompagne, il n'y aura pas de problème. Donc on pris sa voiture. On a été avec lui, on est parti, on a été au supermarché, on a acheté ce qu'on avait à acheter. Le policier était là et tout ça. Il n'y avait aucun problème, on est revenu à la maison. Et le lendemain matin, c'était un mardi, je me rappelle bien, je me lève le matin, je me dis, bon, je pense que je ne vais pas laisser les enfants aller à l'école, parce que je ne sais pas très bien ce qui se passe, mais moi je ne me sens pas prêt pour aller au travail. Et donc, comme je disais on était sur deux niveaux. Et donc j'étais dans ma chambre en train de me préparer quand j'entends du bruit, j'entends du bruit à l'extérieur. Et je me mets à la fenêtre, et juste au moment où je me mets à la fenêtre, j'entends des gens dire : Kowi ko. Ca, c'est une noire, ça c'est une noire. Ils commençaient à jeter des pierres. Je me dis, qu'est-ce qui se passe ? Donc je prends mon téléphone, j'appelle des amis de moi qui habitaient à, parce que c'était la cité voisine, (23') j'appelle à côté, les amis me disent : ah il ne faut pas sortir. Ils sont en train de... Hier ils ont brûlé des trucs, mais aujourd'hui ils massacrent les gens. Ils tuaient des gens. Ils se sont rendus compte que la veille, les magasins qu'ils avaient brûlés, en fait c'étaient des noirs qui étaient dans les magasins, mais ce n'était pas des magasins de noirs. C'étaient des magasins, ils étaient en général tenus mais ils appartenaient..tout ce qu'ils avaient brûlé, ils ont brûlé les biens des maures. Dans la soirée, ils ont refait leur truc et tout. Et le lendemain matin c'était vraiment le massacre. J'étais à ma fenêtre, j'entendais des gens crier, des gens jetaient des pierres. Et puis le lendemain, on trouvait des pierres qui étaient un peu posés, mais c'était une maison individuelle, donc ils n'ont pas pu entrer. Mais ce qui est paradoxal, c'est que mes vitres ont été cassés par mes voisins. Mes voisins avec qui j'étais, et c'était des voisins, ce n'étaient pas des maures blancs, (24') c'étaient des maures noirs. Le gars, il'était à l'époque chef d'état major adjoint. C'était un militaire, chef d'état major adjoint et ce sont ses enfants qui ont lancé des pierres sur mes vitres et qui ont cassé mes vitres. Donc toute la journée, ça s'est passé comme ça. On n'a pas bougé toute la journée, j'ai enfermé les enfants. On s'est enfermés. On n'a pas bougé toute la journée jusqu'au soir. Et le soir, comme je disais, j'ai deux domestiques, j'ai une dame qui était là et qui passait la nuit à la maison. Parce qu'elle était de Saint Louis. Et le week end elle rentrait chez elle. Et donc elle était là. C'était le mardi et elle me disait: "moi, je suis inquiète, parce que ma famille, elle ne sait pas ce qui se passe. Ils habitent chez son oncle, elle allait chez son oncle qui habitait à côté, je suis vraiment inquiète. Je ne sais pas quoi faire. Et donc on était avec le couple qui était là... Non avant ça, le matin, le couple ils ont un neveu qui est venu à la maison, la tête complètement fracassée (25') parce qu'il habitait (et tuc?) et les gens étaient tombés sur leur maison. Parce que c'étaient des gens de Rosso. Et donc il a failli mourir. Il a dû la vie qu'à une femme qui est à côté qui leur a dit : mais attendez, ça, c'est le neveu de docteur Fassa, docteur Fassa

qui est militaire. C'est son neveu et tout, il est de Rosso, c'est comme ça que les gens l'ont laissé tranquille et il est allé à l'hôpital se soigner puis il est venu à la maison. Et il avait son frère qui avait une voiture, il était fonctionnaire, il avait une voiture ce qu'on appelle ISF, importation en franchise. Donc c'étaient les voitures de fonction. Et donc on a dit à la jeune bonne que s'il y a un problème, on va partir avec toi. On va t'accompagner, on va aller voir chez tes parents. Et on est partis. Passé devant, ça je n'oublierai ça jamais, passé devant l'hôpital, pour aller chez eux, il fallait passer devant l'hôpital. Et là, en passant devant l'hôpital, on passe devant la morgue. Et la morgue c'est un petit bâtiment de rien du tout, et il y avait des tas de personnes mortes (26') entassées que les gens pouvaient mettre dans des camions. On est passé devant pour aller chez elle. On arrive chez elle. Et quand on arrive chez elle, la maison était... ils avaient tout cassé. Son oncle était maçon. Et donc il y avait des sacs de ciment. Ils avaient éventré les sacs de ciment. Et donc on a demandé, il y avait des maures qui étaient à côté, qui leur ont dit : Non, c'est vrai que la maison a été détruite mais ils ont la chance, ils se sont réfugiés ici et là ils sont, parce qu'après ils se sont tous mis à la mosquée des marocains. Il a dit, non il n'y a pas de problème. Ton oncle et sa famille sont à la mosquée marocaine. Donc il n'y a pas de problème. Effectivement quand on voit l'état de la maison, on avait peur parce qu'ils avaient essayé de brûlé donc c'était vraiment dans un état... Donc on a, au moment de partir, on a dit, bon, comme ils sont à l'école, ils sont à la mosquée, on va essayer d'acheter des trucs de lait, des trucs et on va leur amener dessus. On a acheté plein de trucs, on est parti à la mosquée. Et finalement, on n'a pas pu les voir. Donc on a laissé ce qu'on a acheté (27') et on est revenus. Donc ça s'est passé, ça c'était le...

Vous n'avez pas pu les voir pourquoi ?

Il y avait trop de monde, il y avait trop de monde. On ne pouvait pas entrer. Les gens étaient parqués dedans, ils avaient fermé donc on avait mis tout le monde dedans, en disant tous ceux qui ne se sentent pas en sécurité, venez à la mosquée marocaine, donc tout le monde était à l'intérieur. Nous on est arrivé, on a vu certaines personnes. On a demandé. Certains ont dit, oui, on croit qu'on les a vus ici. Mais on ne pouvait pas entrer donc elle n'a pas pu les voir. Elle avait l'assurance qu'ils étaient en vie. Ils étaient là. Mais elle n'a pas pu les voir. Donc on est rentré à la maison. Donc quand on est rentré à la maison, on est restés. Comme on disait, le bruit qui courait c'était que les gens qui ne se sentent pas en sécurité, les Sénégalais, les gens qui se sont réfugiés à la mosquée marocaine, ils vont être rapatriés. Comme elle était là et elle avait l'intention de partir pour la fête de tabaski, qui vient deux mois après la fête de , donc on était à deux jours de la fête de koradin(?) et elle avait l'intention de partir, j'ai dit, bon, puisque tu es là, elle vient pour travailler pour partir chez elle à Saint Louis, (28'), j'ai dit tu peux rester à la maison et puis après dans deux mois à la veille de la fête, tu pars. Puisque de toute façon on a dit que les gens qui ne se sentent pas dans la sécurité tu es bien, il n'y a pas de problème. Elle a dit oui,oui, je n'ai pas de problème, je ne pars pas maintenant. Donc elle est restée à la maison. Donc ensuite, on a continué, moi je suis allé travailler en passant donc... Les deux jours, trois jours, ça s'est arrêté, les massacres et tout, donc j'ai repris mon travail. Et puis un jour je ne sais pas qu'est-ce qui est venu à la maison qui a trouvé ma bonne qui dit, attends, qu'est-ce qu'elle fait là ? J'ai lui dit, mais il n'y a pas de problème. Tu ne sais pas qu'ils sont en train de faire le tour des maisons, pour sortir tous les sénégalais des maisons ? J'ai dit, attends, ils ont dit que les gens qui n'étaient pas en sécurité..., donc elle, elle n'a aucun problème. Elle n'a pas envie de partir. Elle me dit, non, non, il faut qu'elle parte. Sinon ils vont venir ici la chercher. Et donc je lui dis, oui, Bon, moi, puisque c'est ça. Moi je dis, qu'est-ce qu'on fait ? Elle me dit, ils sont en train de faire partir les gens. Au lieu de les amener à la mosquée marocaine où il y a tout, il faut amener au truc où ils faisaient tout un cheminement pour amener les gens. (29') Donc je l'amène au *but* (?) Jusqu'à présent, je me rappelle, elle avait laissé ses affaires à la maison. Elle avait son petit baluchon et tout qu'on avait laissé à la maison en disant, je laisse ça là, si tout se rétablit, je viens le chercher. Je lui ai donné son argent, je l'ai amené au *plut* (?) je l'ai déposé là-bas et moi je

suis revenue. On continue à aller au travail. Donc regarder la télé, parce qu'on captait la télé sénégalaise, on voyait des gens qui partait, repatriait, parce qu'à l'époque c'était des avions qui faisaient le pont aérien comme on disait, chaque soir, on avait des gens qui descendaient de l'avion et tout. Et puis un matin, je vais au travail, je reviens le soir et puis le couple qui était à la maison, la jeune femme me dit : mais tu sais que ils sont venus chercher mon oncle ce matin. J'ai dit : ton oncle, comment ça ? Si, il paraît qu'ils sont venus chercher mon oncle parce qu'il n'est pas sénégalais, c'est-à-dire que son oncle est de Dagana. (30') C'est des gens qui ont été affectés du temps que ce n'était pas encore la Mauritanie, donc du temps où c'était l'AOF. Donc qui ont travaillé depuis des années, ça faisait 40 ans qu'il était en Mauritanie, son fils a la nationalité, il travaille au ministère des finances et tout. Et donc elle me dit, ils sont venus le chercher. Je lui dis, ils sont venus le chercher pourquoi ? Elle me dit, en tout cas je ne sais pas, mais ils sont venus le chercher. Ils l'ont emmené au commissariat, et après il y a eu des interventions, on l'a relâché. Le matin, elle me dit ça vers midi. Une heure, quand je suis revenue du travail. Le soir on capte la télé sénégalaise comme je disais chaque soir, et là on entend le speaker dire, surprise, aujourd'hui au lieu d'avoir des rapatriés sénégalais on a des mauritaniens. On a deux catégories de personnes, des mauritaniens noirs et des détenus de droit commun. Et là on voit, on ouvre la, on voit des gens qu'on connaît, et qui travaillait à la présidence. Le secrétaire de la présidence, comptable de la présidence qui étaient des noirs. Il y avait une qui était du même village (31') qu'Ibrahima qui était partie le matin, qui avait un bébé de deux mois, et puis le soir on l'attendait. Jusqu'à 8h, les gens ne la voyaient pas et là, et à 8 heures on la voit à la télé. Et le secrétaire général du gouvernement qui était, il paraît, que quand il a vu ça, parce que le matin on est venu demander la commiss... parce qu'ils ont commencé par le président. Quand ils ont emmené tout ce qu'ils appelaient les Sénégalais, les trucs (?) et tout, ils ont commencé par la présidence. Et là quand les gens sont venus nous voir en disant : mais il paraît qu'ils sont en train d'emmener des mauritaniens. Nous, on a dit : mais attendez, qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Oui, c'est des gens qui ont eu des certificats de nationalité après 66, après on nous a dit, non, non, c'est des gens qui ne sont pas nés en Mauritanie. Il y a eu une spéculation. Donc quoi le chef de l'État n'est pas au courant de ce qui se passe, qu'est-ce que c'est que cela. Ça, c'est des policiers qui font de l'excès de zèle. Toutes les supputations. Et là on commentait tout ça. Qu'est-ce qui se passe ? Les gens se posaient des questions, et on a vu effectivement le soir ces gens-là. Il paraît que quand ils sont venus les chercher à la Présidence, comme ils ont l'habitude de venir chercher le secrétaire de la Présidence quand il y a des trucs importants à payer et ça ... on les a emmené. (32') Quand ils sont venus voir le secrétaire du gouvernement, ils ont dit "on a besoin du secrétaire et tout ça", il a dit il n'y a pas de problème. Ils sont allés le chercher. Ils sont venus, ils les ont emmenés. Parce qu'il y avait plein qui était des noirs. Ils les ont emmené. Il paraît qu'à 3 heures, c'est la journée continue à trois heures, quand ils sont pas revenus, les gens sont venus nous voir en disant les gens ne sont toujours pas revenus. On ne les a pas vu. On leur a dit, non, mais c'est peut-être le travail qu'on leur demande. Et à huit heures, on les voit à la télévision en train de descendre de la passerelle de l'avion à Dakar. C'est comme ça que les gens ont dit : quelque chose se passe, ça ne va plus là. Là, il y avait des problèmes, c'étaient des Sénégalais qui partaient et tout, et là, maintenant on voit des Mauritaniens débarquer au Sénégal. Donc après la présidence, d'abord c'est la présidence, quand la présidence a commencé, c'était après que la fille est venue me dire, mon oncle parce que son oncle était au ministère des finances. Donc quand elle m'a dit ça, je me suis dit : s'ils sont venus chercher ton oncle au ministère des finances, ça veut dire que moi je risque d'avoir des problèmes. Elle a dit non, j'ai dit oui, puisqu'ils se disent que tous ceux qui sont... Et en fait, on s'est rendu compte que ces gens sont allés à la fonction publique, (33') ils ont sorti tous les dossiers des gens dans la fonction publique, et ils ont vu tous ceux qui sont nés au Sénégal. Moi, je suis née au Sénégal. Tous ceux qui sont nés au Sénégal ils ont mis les dossiers à côté. Et donc un matin je vais, j'arrive au bureau. Alors bien sûr quand elle m'a dit que son oncle y était, j'ai dit, bon, moi je vais prendre mes dispositions. Donc j'ai pris mes papiers, tous mes documents, les trucs importants, j'ai tout mis dans des chemises,

j'ai rangé, j'ai bien fait mes trucs et je les ai confiés à une amie française qui était commissionnaire, qui était un collègue à Ibrahim. Et donc j'arrive au bureau. Et là dès que j'arrive au bureau, deux minutes après.. Et puis j'avais un autre collègue, je lui ai dis.. alors j'ai amené fait les trucs en disant, puisque c'est ça, dès qu'ils viennent m'arrêter, il fallait prévenir... j'avais un oncle qui était là, qui était ancien ministre et puis le frère d'Ibrahima. (34') Et entre temps, avant d'aller, quand ils ont commencé, donc ils ont arrêté des gens au Ministère de je ne sais pas quoi, ils sont allés à la Banque Centrale, parce que ce qu'ils faisaient, c'est que le matin ils venaient, avec les voitures de la police, c'étaient des policiers, ils avaient des R5 blanches, ils venaient le matin, ils avaient leur liste, ils prenaient les gens, ils les mettaient dans les voitures, ils les emmenaient au commissariat du 4ème arrondissement. Et là toute la journée, on passait toute la journée là-bas, ils prenaient le nom, votre identité, vos biens, vos trucs et tout, après on vous mettait dans un camion, et dans une voiture, on vous emmenait au commissariat de ce qu'ils appellent le commissariat du 4ème, là-bas, c'est Ksa (?) et là c'est le 4ème. Et c'est là, vous reveniez, on prenait vos affaires et tout, on prenait votre sac à main, ils fouillaient et tout, et on mettait dans une pièce avec leur liste, et le soir à 10h, les camions venaient en bas, ils listaient les gens, on les descendait, on mettait dans les camions, et on les emmenait. Et donc moi quand ils ont venus dire, on a commencé ces opérations-là, parce qu'ils ont commencé (35') Donc le premier avion qui a amené ces gens-là, le gouvernement français et le gouvernement marocain qui faisaient le pont aérien, après ils ont vu que c'étaient des mauritaniens, ils ont arrêté. Ils ont dit, ah non, non, non. On est venu vous aider rapatrier les Sénégalais, maintenant on se rend compte que vous êtes en train d'amener des ressortissants mauritaniens, nous, on ne peut pas couvrir ça. Donc ils ont arrêté le pont aérien. Donc l'assistance française, l'assistance marocaine qui les a aidé, on arrête. Donc c'est là où ils amené des camions. Les camions arrivaient le soir. On mettait les gens, les camions allaient jusqu'à Rosso et débarquaient les gens à Rosso. Et donc, quand on a commencé à dire, non, c'est elle, non, le président n'est pas au courant, ça a commencé à, le premier jour, le deuxième jour, on a vu que ça se confirmait. Donc moi j'ai fait mes affaires et tout, j'étais chez cette collègue d'Ibrahima, donc j'ai laissé mes affaires là-bas. On a discuté un peu. Et c'est là justement où j'ai appris cette, l'existence de... le jour même quand je suis arrivée, (36') je lui a dit mais comme les gens, on les amène dans des camions, moi je n'ai pas envie de partir avec mes enfants et tout, ils vont me mettre en prison, les enfants je sais comment ça se passe dans les camions, donc on avait mis en place tout un truc, je lui ai laissé l'argent, je lui ai dit, bon si finalement on me déporte, j'aimerais que les enfants, vous les mettez dans un avion et qu'ils me retrouvent au Sénégal. Et justement elle est partie à l'ambassade, et elle avait posé le problème, elle disait, j'ai la femme d'un collègue qui.. et c'est là où la secrétaire de l'ambassadeur lui a dit, mais justement tu sais que moi, j'ai un détenu politique qu'Amnesty parraine, et j'arrive pas à la voir. Donc j'ai cherché, j'ai cherché à voir ses coordonnées et tout, je n'arrive pas à la voir. Et il me dit, c'est qui ? C'est un professeur d'histoire, un Sall... Elle dit, mais justement, c'est de sa femme qu'il s'agit. Et c'est comme ça qu'elle a eu, elle a dit, ah bon, je te donne les coordonnées du groupe. (37') C'est comme ça qu'elle m'a donné le nom de Suzanne Perrier qui chapeautait le groupe d'Amnesty qui parrainait Ibrahima. Et elle a dit, voilà c'est son numéro de téléphone. Mais ça fait des années, depuis qu'ils ont été arrêtés que je n'arrive pas à la joindre, j'ai tout fait pour avoir ses trucs, mais en fait j'ai compris que c'était, tout ce qu'elle avait qui devait m'arriver, ça passait par d'autres filières, et donc je n'ai jamais rien reçu, je n'ai eu jamais rien. Donc elle m'a donné le téléphone de Suzanne, son nom et tout. Et elle dit, il s'agit d'elle, et je ne sais pas comment faire et tout ça... Bon, de toute façon, tu lui donnes ça, et c'est comme ça qu'elle m'a donné le papier et je me rappelle, j'avais tout mis sur une feuille de papier que j'avais glissé... Parce que quand j'étais déportée, je suis partie avec ma seule boubou, j'ai mis ça dans l'ourlet de mon boubou. Et donc je suis arrivée au bureau. Et là, en fait j'avais un collègue qui était là. Chaque fois que j'arrivais, c'était lui qui appelait le policier pour dire que j'étais arrivée. Et dès que je suis arrivée, le policier est arrivé avec la voiture, et il me mettait dans la voiture, il m'amenait au commissariat. Je faisais tout le circuit. (38') Et j'avais un collègue aussi au bureau, dès que les policiers arrivaient, dès qu'on me mettait dans le truc, lui il

appelait le frère d'Ibrahima pour dire à mon oncle que j'étais arrêté. Et lui il faisait des interventions qu'il avait à faire, donc il me faisait faire tout le circuit, jusqu'au commissariat du KSA(?) et à 10h, on appelait les gens et on me disaient, vous vous mettez de côté. Et quand ils avaient terminé, ils me disaient bon, vous pouvez rentrer. Une fois c'était d'ailleurs vers minuit, il y avait le couvre-feu. Ils m'ont dit, vous rentrez. J'ai dit, non, non, je ne rentre pas. C'est le couvre-feu, je ne vais pas sortir et me faire massacrer dehors parce que c'était une façon de... Non, je n'y vais pas. Ils m'ont dit, bon, ils ont pris une voiture avec un chauffeur, ils m'ont amené jusqu'à chez moi. Donc je suis rentrée. Donc ça s'est passé deux ou trois fois comme ça, quatre fois. Une fois d'ailleurs c'était un weekend et puis je me rappelle mon oncle il m'a dit, c'est le weekend, et m'a dit débrouille toi pour ne pas être dans la maison, parce que s'ils viennent le weekend te prendre, ils ne vont pas faire aucune intervention, ils vont t'amener. Et je me rappelle, c'était un long weekend, c'était un long week-end parce qu'il y avait un je ne sais plus quel pont, donc j'étais partie chez l'amie, j'ai passé trois nuits là-bas, et dès que je suis partie, (39') la voiture est arrivée, il paraît qu'elle est restée là trois jours en m'attendant pendant que j'étais chez elle. Je suis restée là pendant les trois jours et puis après, je suis revenue chez moi. Et ça a duré comme ça pendant un certain temps. Puis un soir vers 7h, j'ai un inspecteur de police qui est arrivé chez moi à 19h. Et donc ça m'a donné le temps aussi de préparer mes affaires, tout ce qui était à amener, les meubles ça c'est pas important, les papiers, les documents et tout ça. Et puis le monsieur il arrive. Il me dit, voilà, je suis venu te voir parce que je vois, chaque matin on vient vous chercher, on vous amène et tout ça, donc ce que vous allez faire, demain matin, vous allez à la Direction de la Sûreté voir le directeur de la sûreté adjoint et régler ce problème une fois pour toutes, parce qu'on ne va pas venir chaque fois vous chercher. Moi je dis, OK, il n'y a pas de problème. Je viens le lendemain. Donc j'étais avec lui au commissariat. On a été ensemble au commissariat. Il a fait ses enquêtes et tout ça. Puis après le lendemain matin, je me suis présentée à la Direction de la Sûreté. (40') J'arrive. Le Directeur de la sûreté adjoint m'appelle. Il discute avec moi et tout. Il demande mes documents. En fait quand j'ai pris mes papiers j'ai fait des photocopies. De mon certificat de nationalité, de ma carte d'identité, de ma carte professionnelle et tout. Donc j'avais tout ça sur moi. Donc quand la police est venu la première fois me chercher, ils ont tout pris. Donc quand je suis arrivée, il me dit : alors, vous avez des papiers. J'ai dit, oui mais, les papiers ce sont tes agents qui les ont. Il m'a dit, ah bon, d'accord. On a discuté un peu de ma famille, tout ça. Et après, il me dit, bon maintenant ce qu'on fait, vous allez rentrer et puis demain, je vais leur demander de m'amener vos documents et demain matin, vous viendrez me voir demain matin. J'ai dit, il n'y a pas de problème. Donc je sors. Et là les deux inspecteurs qui étaient..., le premier qui était venu m'arrêter, arrive, il me dit de monter dans leur R5 là. Je dis, non, pourquoi faire ? Je n'ai pas besoin de monter. Non, on vient de me dire de rentrer chez moi, donc je n'ai pas besoin, ce n'est pas la peine de me..." Et puis en fait ce que j'ai souhaité (41') c'est que quand j'allais au travail, je ne parlais plus avec ma voiture. Parce que j'avais un collègue qui était venu, le premier jour où j'étais arrêté ou le deuxième jour, qui m'a dit : "tu sais les gens, ils me disent ce qu'ils veulent, c'est qu'une fois qu'ils t'ont arrêté, c'est de récupérer la voiture." Je dis : "ah bon. D'accord." Donc après, j'ai laissé ma voiture à la maison, vous allez me déposer le matin. J'avais amené ma voiture chez un ami, on l'avait garé. J'avais une R9 que j'avais garé là-bas. Donc je l'avais garé chez un ami, donc le couple qui était à la maison m'amenait chaque matin au travail. Et le soir le collègue me ramenait. Et donc ce matin-là, je me rappelle jusqu'à présent ce matin où j'ai été.. C'est un matin où il y avait la visite officielle d'Arafat. Et donc j'ai déposé les enfants à l'école, on m'a amené, et je lui disais, "En tout cas, si vous ne me voyez pas, sachez que je suis de l'autre côté." Il me dit, non si tu n'es pas là, parce qu'avec tous ces, avec la visite d'Arafat, tout était barré, et tout, (42') j'ai dit, en tout cas. Il m'a déposé, il est parti. Donc comme je disais, j'arrive devant. Donc, le gars. Je lui dis, non, non, ce n'est pas la peine de me déposer. Je me débrouillerai. Il me dit, "montez, on vous dépose." Je dis, "non, je n'ai pas besoin que vous me déposiez. Depuis quand vous êtes aussi gentils pour me déposer. Non, je n'ai pas besoin que vous me déposiez." Donc il repart à l'intérieur, il revient, et là ils me disent, le directeur de la sûreté nous disent que vous ne rentrez pas. En fait, quand il m'a dit de

partir, c'était, je devais partir avec les policiers. Dès que je suis sortie, il a dit aux policiers de m'embarquer. Comme j'ai dit aux policiers que je ne voulais pas être emmenée, donc ils ne savaient pas quoi faire. Ils sont retournés le voir. Le directeur de la sûreté. L'adjoint. Et donc, ils sont revenus en me disant "le directeur il dit d'aller au..." Parce qu'il y a la Direction de la Sûreté adjoint, et puis deux pas plus loin, il y avait le Commissariat du CSA qui était là. Où il y avait Kelin, l'Inspecteur Kelin. Haut Commissaire de Police je crois. Il me dit, vous allez au Commissariat attendre je ne sais pas quoi. Je lui dis : Mais je ne comprends pas. Il m'a dit de rentrer chez moi. Pourquoi vous dites ça ? C'est vous qui le dites. Si, si, si. Alors je vais voir le directeur. (43') Je lui a dit, vous m'avez dit de rentrer. Non, non, vous allez au commissariat, on va chercher les papiers de vos frères et tout ça. OK. Je me rappelle, j'avais un livre, j'avais toujours un livre pour lire, j'avais mon livre et tout, j'arrive au commissariat qui me reçoit. Ils parlent tout haut. Ils parlent leur truc et tout ça. Bon, mais vous allez rester là. Donc je me suis installée sur un matelas par terre, et je lisais. Au bout de deux heures de temps, il vient, il me dit : bon, Madame Sall. J'arrive. Il me met devant la porte. Il y a une 404 camionnette et un Monsieur à l'intérieur. Il me dit : Vous rentrez. Vous partez avec ce Monsieur. Je lui dis : Partir où ? Il va vous ramener chez vous. Je dis, ah bon, d'accord. Je monte. Et le gars me dit : Non, il me dit, non, il me dit. Alors pendant la première fois où j'étais arrêtée, quand on m'a fait faire le trajet, quand je suis arrivée, ils m'ont demandé mes enfants. J'ai dit : pourquoi faire ? (44') Il me dit, on va chercher vos enfants. J'ai dit, non, on ne va pas chercher mes enfants. Si vous voulez me déporter, vous faites ce que vous voulez mais mes enfants ne partent pas. Je ne vais pas chercher mes enfants. Il me dit, mais pourquoi ? J'ai dit : Non, si c'est pour me déporter, vous m'emmenez. Mais je ne vais pas chercher mes enfants. Mes enfants n'ont rien à voir là-dedans. Si vous voulez aller les chercher, vous allez les chercher vous-mêmes. Je ne vais pas vous les chercher. Ça c'était la première fois. Après, on n'en a plus reparlé. Donc le gars il me dit, bon, le commissaire me dit, vous partez avec lui. Il va vous emmener. Alors là, je dis où. Il vous amène dans une voiture, c'était une voiture pour partir. Donc je rentre dans la voiture. Et le gars me dit : on va aller chez vous. Je dis : on va chez moi pour faire quoi ? Parce que ce qu'ils avaient l'habitude de faire, c'était quand il déportait quelqu'un, ils partaient jusqu'à chez vous, ils amenaient des gens, ils pillaient la maison, et après ils vous déportaient. Et donc il me dit, on va chez vous. Je dis, non on n'a rien à faire chez moi. Si vous voulez m'amener quelque part, vous m'amenez mais chez moi, on n'a rien à faire là-bas. Il me dit, bon, (45') mais on va au garage. Parce qu'on va vous déporter. Et là, en fait, le problème comme disait Claire Amis, c'était que quand on m'arrêtait, le temps que je fasse le circuit jusqu'au soir, il y avait le temps de faire les démarches. Là il fallait que je parte tout de suite avant même qu'on ne sache que j'avais été.. Bon, là, ils m'avaient juste convoqué, ils n'étaient pas venus me chercher. Parce qu, avant, il y avait des amis qui me cherchaient là-bas. Donc je prévenais des gens. Et là j'y suis allée parce qu'on m'a convoqué. On m'a dit de venir le matin. Donc, je suis allée moi-même. Je n'avais pas besoin de prévenir les gens que j'étais partie, donc je suis allée moi-même pour discuter parce que on m'a dit, on va régler votre problème. Vous allez discuter. Faire pratiquement une interview, je ne sais pas, donc je suis venue, on m'a déposée. Et donc là je me suis venue moi-même, ils avaient pris des voitures, les 404 ou les 504 pour faire la route Rosso Nouakchott. (46') Ils avaient gardé deux places. Je devais être accompagnée par un brigadier de police jusqu'à Rosso. Donc j'arrive ; la voiture était garée dans une rue. J'arrive. On me dit, vous vous mettez dans la voiture. J'ai refusé. Donc à partir du moment où je refusais d'y aller, donc ils ont ameuté tout le quartier, les gosses sont arrivés avec des pierres, pour me tuer, donc je suis entrée dans la voiture accompagnée du brigadier. Direction Rosso. Donc au bout de deux heures trente, je crois, j'arrive à Rosso. D'ailleurs j'arrive à Rosso, je trouve une, pas une amie parce qu'on ne se connaissait pas vraiment, mais on habitait l'une à côté de l'autre, qui était dans le même cas, elle était au Ministère des Finances, et elle travaillait à la banque centrale. Et elle avait la particularité d'être mariée à un maure, qui était le cousin d'Ely Mohammed Vall, et qui est actuellement le grand patron du Gamato. Ils avaient deux enfants. Et elle était dans le même cas que moi. Chaque fois on se retrouvait ensemble. Parce que c'était Ministère par Ministère, et direction par direction. Donc,

quand le Ministère des Finances était touché, (47') c'était tout le Ministère des Finances et toutes les directions qui dépendaient du Ministère des Finances. Donc la douane, les impôts, la banque centrale, on s'est retrouvés tous au commissariat ensemble. Chaque fois qu'on était arrêté, on s'est retrouvé chaque fois ensemble.

Et chaque fois qu'on a été libérée, on a été libérées ensemble. Et surtout on habitait côte à côte, on avait deux maisons entre truc. On était voisins. Et là j'arrive à Rosso. Je la trouve dans la cours du commissariat en pleurs. Et quand elle m'a vu, elle dit « quand je t'ai vue, ça va mieux parce que j'avais peur. » Je lui dis « mais qu'est-ce que tu fais là ? ». Elle me dit « bon, ils sont venus me chercher ce matin chez moi. J'étais en train de préparer mes enfants pour les amener à l'école, et puis ils ont amené une 404 camionnette, ils ont dit de venir répondre à Ely Mohammed Vall. Je leur ai dit OK. Et donc je rentre dans la voiture. Et je les vois prendre la route de Rosso, comme on dit le PK10. Il y a PK10 il y a 10 kilomètres (48') de Rosso. Et elle dit au chauffeur, « mais attendez vous m'amenez où là ? Aux policiers, vous m'amenez où ? Vous voulez que j'aïlle voir Ely, il n'est pas là-bas, il doit être à la Direction nationale... » « Non, non, il est en train de faire une petite tournée, il est là. Tu dois venir le trouver. Elle dit, elle arrive. On la sort de la voiture. Et après il y a un 504 qui arrive avec un policier dedans, on la met dedans, direction Rosso. Donc elle est arrivée avant moi. Donc j'arrive alors qu'elle avait ses deux enfants. Il y avait ses deux enfants qui allaient à la maternelle. Donc certainement après, ils les ont récupérés. On sait comment ça se passe. Et on arrive. Et là quand on est arrivé, il devait être midi. Parce que les pirogues faisaient passer des gens, mais à partir de midi et demi, ils arrêtaient. Jusqu'à 3h et ils reprenaient. Et nous quand on est arrivées à midi et demi, ils ont pris une pirogue, il fallait surtout pas qu'on reste une minute de plus, il ne fallait pas qu'on sache qu'on était parties. Donc, il fallait qu'on traverse tout de suite. Donc ils ont demandé un piroguier. Et ce qui est paradoxal, ce sont mes propres collègues que j'ai trouvées, qui m'ont fouilli, qui ont pris mes affaires et qui disaient : « Oui, oui, tu vas rentrer chez toi, tu nous as... » tu vois. (49') Mes collègues, même pas des inspecteurs, des subalternes et tout. Et donc la pirogue était là, on est montée dans la pirogue directement. Et puis on est arrivées. La traversée n'avait pas commencé pour les autres qui étaient là. Nous, on est traversées, on est arrivées de l'autre côté à Rosso. Donc quand on est arrivées à Rosso, il y a toujours une tente de la Croix Rouge qui est là, qui prend note, identité, tout. Si tu as laissé des choses là-bas, qu'est-ce que tu as laissé et tout. C'est pour ça que quand Ely Mohammed Vall dit, il faut que les gens prouvent leur nationalité. Je dis même s'ils ont jeté les listes, il suffit juste d'aller voir les listes de la Croix Rouge. Parce que tous ceux qui sont passés par Rosso ont été répertoriés. Après il y avait un camp à côté. Il fallait aller là-bas pour être inscrite, pour prendre un camion pour aller, parce qu'à l'époque tous les réfugiés (50') étaient mis dans un, à Dakar, ce qu'ils appelaient le bataillon du Rail à Ouaga. Donc quand on est arrivées là, Khadi, elle s'appelait Khadika, elle a dit, moi j'ai des parents à Saint Louis, on va aller là-bas. On va s'arranger, on va prendre un taxi, on va faire ce qu'on appelle arriver au pays. C'est-à-dire on prend le premier taxi, on dit au taxi, dès qu'on arrive là-bas on te paie. Donc on est parties ensemble. On a pris le truc, on est allé jusqu'à ses parents. On est arrivée à Saint Louis. J'avais une cousine qui était à Saint Louis. Donc j'ai cherché ses coordonnés. Et puis j'ai été chez elle.

Et arrivée là le lendemain, j'arrive. Le soir même j'appelle. Je leur dis : je vous appelle de Saint Louis. Les gens me disent, ce n'est pas vrai. Je dis : si, si, ça y est. J'ai été déportée. Je suis à Saint Louis. Et là je lui dis, donc maintenant vous allez voir Anne-Marie, pour les enfants parce qu'avec tout ce qui se passe là-bas, je n'ai pas envie qu'il arrive quelque chose aux enfants. Donc il faut qu'ils prennent l'avion et qu'ils viennent me rejoindre. J'avais laissé l'argent à Anne-Marie pour qu'elle (51') puisse prendre (les billets). Donc ils disent, il n'y a pas de problème. Le lendemain matin, Anne-Marie finalement a été à l'ambassade de France. L'ambassade de France dit qu'il les prend en charge. Mais ils vont prendre un avion, ils vont faire une escale je crois que c'est en Sierre Léone. Et après ils arrivent. Donc elle a dit, il n'y a pas de problème. Moi je vais prendre dès demain je pars, demain je vous appelle. Il devait pas partir ce jour-là. Ils ont attendu 2 ou 3 jours

parce qu'il y avait encore des problèmes. Ils ne pouvaient pas.. En fait, il n'y avait pas de liaison entre Nouakchott et Dakar donc il fallait passer par... Donc je leur dis OK. Deux jours après j'appelle. Et puis j'appelle à la maison. Et puis là on me dit, oui, mais finalement on pense que les enfants ne vont pas venir parce qu'il reste 10 jours pour la fin de l'année scolaire. Donc on attend les 10 jours à la fin de l'année scolaire pour que les enfants viennent. Je dis : qu'est-ce que c'est ça ? Vous savez qu'avec tout ce qui se passe en Mauritanie, pour 10 jours, je ne vais pas laisser mes enfants là-bas. « Non, non, c'est comme ça et tout. » (52')

Après je vais voir Khadi. Je lui dis : « je ne comprends pas, j'ai appelé chez moi, j'ai dit aux gens de laisser les enfants, ils me parlent d'année scolaire, de 10 jours. Qu'est-ce qui se passe ? » Elle me dit, comme chez toi c'est sur écoute, ils n'ont pas osé te dire ce qui se passe. En va aller appeler , elle avait une amie qui habite juste à côté, une algérienne je crois, on va appeler chez elle. On va lui dire d'aller chez toi. Après on va la rappeler pour savoir. Donc on l'appelle. Elle y va. Une heure plus tard, on rappelle, et puis là, le problème ce n'est pas ça, c'est que les enfants il paraît que le Ministère de l'Intérieur qui ne veut pas les laisser partir. Je dis, ah bon. Oui, ils disent, parce que leur père est détenu politique. Et donc il n'est pas question que les enfants quittent le territoire mauritanien. Donc ils ne pouvaient pas me dire ça, ils n'allaient pas me le dire. Et en fait, quand je suis partie, une semaine, dix jours après ils sont venus à la maison. Ils ont pillé toute la maison. Ils ont évacué tout le monde. Heureusement il y avait une nièce qui était là qui était assez intelligente (53'). Parce que quand ils sont venus, ils ont demandé les enfants. Les enfants étaient en train de dormir parce qu'ils sont levés très tôt. Et elle leur a dit, les enfants ne sont pas là, ils sont chez leur oncle, ils sont chez le grand frère à Ibrahima. Ici il n'y a que nous et tout ça. Les policiers ont dit, bon d'accord. Nous on revient à midi, on ne vous voit plus. On ne voit personne dans la maison. Et donc dès que les policiers sont partis, elle a habillé les enfants, elle les a amené effectivement chez Aziz. Donc j'ai dit, bon, bon puisque c'est ça, moi je vais à Dakar. Je n'ai rien à faire à Saint Louis. Je vais à Dakar pour voir comment faire. C'est là où j'étais à Dakar, j'étais à la Croix Rouge International où ils ont mis deux mois pour récupérer les enfants. Parce que moi je suis arrivée à Dakar, j'ai été déportée le 29 mai. Et les enfants sont arrivés le 29 juillet. D'abord ils ont refusé. Ensuite ils leur ont dit, parce que c'est la Croix Rouge, c'était le Croissant Rouge mauritanien qui s'occupait des enfants qu'il fallait amener et tout ça. Quand ils sont allés voir le Croissant Rouge, le Croissant Rouge leur a dit, non, non, non on ne peut pas s'occuper de ces enfants-là parce que ce sont des mauritaniens (54') parce qu'ils s'occupaient des enfants sénégalais dont les parents sont partis en laissant leurs enfants ici. Ca, c'est les enfants mauritaniens. On ne peut pas s'en occuper. Il faut voir avec le Ministère de l'Intérieur. Quand ils sont allés voir le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de l'Intérieur leur a dit ; non, non, on ne les laisse pas partir. Leur père est détenu politique, leur mère a été déportée. Ce sont des enfants mauritaniens, ils ne partent pas. Donc, ensuite quand j'étais à, le gars de la Croix Rouge est venue au Sénégal. Alors, j'ai été le rencontrer, il m'a dit, bon, nous on est près à aller jusqu'à Ayoun pour avoir l'autorisation du père pour que vos enfants viennent vous rejoindre.

Mais quelle était la logique du Ministère de garder les enfants ?

Ils ne voulaient pas... je ne sais pas... ils voulaient les garder en otage ou après... Il a fallu deux mois pour les récupérer. Finalement ils leur a dit, bon on va les laisser partir. Mais si vous avez l'autorisation de l'ambassade du Sénégal, parce que c'était le consulat du Sénégal qui était là à l'époque. Si vous avez l'autorisation du consulat du Sénégal qu'il les accepte, nous on vous donne une autorisation, qu'il les accepte sur le territoire sénégalais, nous on vous fait une autorisation pour qu'ils partent. (55') Donc les gens de la Croix Rouge ont dit, OK, on s'occupe. Ils ont été à Ayoun je crois voir Ibrahima. Et après ils ont été voir le consulat expliquer ce qui s'est passé, le consulat a dit, il n'y a pas de problème. Ils ont fait les documents ici, une autorisation. Zakariah qui avait 11 ans à l'époque qui était responsable de ses deux petits frères, l'un avait 9 ans, l'autre 7 ans. Après ils les

ont, c'est le directeur de la Crois Rouge qui les a accompagné jusqu'à Dakar. Je les ai récupéré.

La complicité dont vous avez bénéficié pour retarder votre déportation, toutes ces espèces de tournée que vous avez faites, c'était des éléments familiaux, c'était des éléments de connaissance dans l'appareil d'état, c'était ça ?

Ben, c'est le frère d'Ibrahima qui était le directeur de cabinet de, comment il s'appelle, de Dada (????) pendant des années. Il a été la deuxième personnalité de l'Etat pendant des années, donc (56') c'est quelqu'un qui de 58 jusqu'à 78 a toujours été soit Ministre de l'Intérieur, soit permanent du Bureau National, soit directeur du cabinet du Président. Donc qui a toujours été la deuxième personnalité d'Etat jusqu'au coup d'Etat en 78. Donc c'était un oncle aussi qui était ministre qui a été Ministre des Finances et tout, surtout le frère qui a été Ministre de l'Intérieur donc tous ces gens-là, tous les gens de la Direction de la Sûreté étaient des inspecteurs de police, c'étaient des postes qui ont été... le frère d'Ibrahima lui-même qui a été commissaire de police, qui était agent de la Sûreté donc ils connaissaient tous ces gens-là. Donc il suffisait qu'il les appelle pour que tout de suite tout s'arrête.

C'est sûr à ton avis que toute cette politique d'épuration ethnique, c'était une politique décidée à la Présidence, au plus haut niveau ?

Ca n'a pas été décidé, c'est-à-dire que ça a été décidé dans la mesure où les gens qui l'ont décidé (57') étaient dans l'appareil d'Etat. Parce que le jour, le mardi quand il y a eu les massacres le mardi, on regardait les gens qui étaient là, c'étaient les haratins qui étaient là, mais parmi les haratines, il y avait des policiers. Et quand on a été arrêté, le fait qu'on soit, d'abord, ils avaient les listes de tous les gens qui étaient dans les Ministères, donc Ministère par Ministère, ils avaient la liste de tous ceux qui étaient, qui dans leur dossier avait un contact avec le Sénégal. J'ai un collègue qui a été déporté parce que c'est lui qui s'occupait du dossier de la CEAO à la douane et qu'on lui a reproché, non il n'a pas été déporté mais il a été arrêté en 90-91, il a failli mourir, parmi les gens qui ont été massacrés en 90-91, parce qu'on lui a dit qu'il était sur des photos à l'Ambassade du Sénégal. Même à la fête de l'indépendance du Sénégal il a été invité en tant que responsable (58') de la cellule CEAO à la douane, et il y avait des photos. Donc on l'a arrêté pour ça en 90-91. Il a failli mourir. Il faisait partie des gens qui... il a échappé belle parce que c'est au moment où on l'a arrêté, il était parmi les derniers qui faisaient encore... Il me l'a raconté quand il est venu ici, quand ils ont été arrêtés, chaque matin ils venaient, ils étaient dans un endroit, tout était sombre et il dit, on a l'impression qu'on était des moutons. Ils arrivaient. Ils mettaient la main. Les premiers qu'ils prenaient, ils partaient, le gars est parti, il ne revenait pas. Et dès qu'on les voyait venir, tout le monde se mettait au fond. Et donc au moment où ils ont arrêté les massacres, moi j'étais à l'intérieur, je ne faisais pas encore partie des gens qui étaient pris. C'est comme ça qu'il a échappé. Et donc le fait qu'on a des commissaires, des inspecteurs, des voitures, les moyens de l'Etat, avec les listes de tous les ministères, tous les gens, ils connaissaient tous les dossiers des gens, qu'ils viennent prendre des gens qu'on met dans les voitures, et tout et ça a duré pratiquement pendant un mois et demi, donc on ne peut pas dire que ce n'est pas l'Etat.

Donc c'est une politique...

C'est une politique d'épuration (59') qui a été faite par le président et par tout l'appareil étatique. A l'époque, Ely Mohammed Vall qui est là était directeur de la Sûreté. Et toutes ces listes ont été confectionnées chez lui.

Et quel était le lien entre l'appareil d'Etat, comment ça marchait avec les émeutiers de la rue, les

gens qui jetaient les cailloux ?

Les émeutiers de la rue, moi j'ai vu par exemple le monsieur dont je vous ai parlé qui était chez moi, qui a eu sa voiture cassée, c'était cassée par une massue. Une massue qui a été fabriquée, qu'on a distribué aux gens le soir, la veille de quand ils ont commencé le premier jour, ils n'ont fait que brûler. Le lendemain quand ils ont massacré les gens, les gens qui sont venus avaient des massues et des couteaux qui ont été distribués la veille. Je connais quelqu'un qui a été déporté, qui travaillait au Ministère de l'Intérieur, et qui a été déporté parce qu'il disait que, justement, que les camions qui ont fait venir les gens de la brousse, tous les haratines qui sont venus, c'étaient des (60') camions du Ministère de l'Intérieur. Il travaillait au Ministère de l'Intérieur, il était directeur des synthèses au Ministère de l'Intérieur. Il a été déporté. Il a été déporté en fait, je ne peux même pas dire avec toute sa famille parce que ils sont cinq garçons et trois filles, les cinq garçons ont été déportés, les trois filles sont restées. Ça c'est dans l'histoire des déportations. Il y a des gens qui ont été déportés, il y a des jumeaux, l'un était déporté, l'autre qui restait. Les familles, la moitié déportée, la moitié qui restait. Ça, c'est connu. Mais ce qui est sûr, c'est quelque chose qui est... Quand on fait, après coup, par exemple je disais, moi j'avais un boy qui était de Casamance, une fois il est venu à la maison, il est venu en retard. Je lui ai dit : où est-ce que tu étais ? Il dit, j'étais convoqué au commissariat. Je lui ai dit pourquoi. Il me dit, en tout cas, j'étais convoqué, j'étais là-bas. En fait il y a eu une rafle, il a été arrêté. (61') Et le lendemain on lui a dit de revenir avec une photo d'identité, et son adresse (???) Je lui ai dit c'est pour une carte ou quelque chose ? Non, non. Mais si on te demande des photos d'identité à quelqu'un, c'est peut-être pour lui établir une carte, je ne sais pas, de circulation, de tout ça. Il me dit, non, non. Moi je suis arrivé. Ils m'ont demandé... Le lendemain ils m'ont dit de venir avec une photo ou deux photos. Je suis venu, ils ont pris la photo, ils m'ont demandé l'adresse, où est-ce que je travaille et tout, je le leur ai donné et tout. Mais ils ne m'ont rien donné. Donc on reconstruisant tout ça, on se rend compte que depuis au moins six mois à sept mois avant, il y avait tout ça. Là où on habitait, on avait des journalistes qui habitaient en face. Puis un jour on a vu qu'il y avait une seule personne qui y habitait. Et en face on avait un petit espace, on a eu une famille de haratines qui est venu s'installer avec une petite cabine et tout. On n'a pas fait attention. Ça se passe comme ça en Mauritanie. C'est des gens parfois on leur donnait des trucs et tout. Mais c'est après les arrestations qu'on s'est rendu compte que c'était des gens qui étaient là pour nous surveiller. Parce que justement la maison du journaliste, le gars qui habitait là-bas, c'était un policier. Et notre voisin qui est un responsable a dit que quand il l'a vu, il a un ami qui est très proche de lui, il a dit quand il l'a vu, il est venu manger chez lui, il lui a dit qu'est-ce que tu viens faire ici. Je te vois dans la maison à côté là et tout ça. Il lui a dit : non, je suis là parce que je surveille le cours(???) qui est là, je surveille la noire qui habite ici. Et quand Ibrahim a été arrêté, on avait l'habitude...